

« CHIENS DE GUERRE »

## Qui volera le pétrole de Guinée Équatoriale ?



Eldorado du pétrole, la Guinée Équatoriale a accru son PIB de 60% en un an pour le seul bénéficiaire du dictateur local qui accumule résidences et comptes bancaires aux États-Unis. Mais cette soudaine richesse aiguise bien des appétits. Alors que le président Obiang a confié sa sécurité à des mercenaires commandés par l'ancien chef d'état-major de l'US Army, son rival réfugié en Espagne, Severo Moto, a recruté d'autres mercenaires, soldats perdus de l'apartheid sud-africain cette fois, pour le renverser. Mais Severo Moto, qui avait déjà échoué en 1997, a été trahi. Ses « chiens de guerre », rémunérés via un intermédiaire libanais déjà impliqué dans les affaires d'Elf au Nigéria, ont été interceptés lors d'une escale au Zimbabwe.

page 2

### Remise en cause de la vassalité britannique

TRIBUNES LIBRES INTERNATIONALES

Dan Plesch du Royal United Services Institute for Defense Studies demande que le Royaume-Uni ne renouvelle pas son accord nucléaire avec les États-Unis. Il révèle, qu'aux termes de cet accord, la couronne britannique a pu développer le programme Trident et effectuer des essais dans le Nevada, mais qu'en contrepartie, elle a perdu sa souveraineté. En effet, cet accord autorise la CIA à s'ingérer dans la défense britannique et transforme le Royaume en un vassal de Washington.

page 7

REPÈRE : 7 AVRIL 1965

« Vous l'aurez, votre foutue guerre ! »

Au lendemain de l'assassinat de JFK qui voulait désengager les USA du Vietnam, le futur président Lyndon B. Johnson avait déclaré aux généraux qui le soutenaient « *Débrouillez vous pour que je sois élu et vous l'aurez, votre foutue guerre* ». En août 1964, la CIA invente de toutes pièces une attaque nord-vietnamienne sur un bateau de guerre US dans le Golfe de Tonkin. Le 7 avril 1965, Johnson signe l'ordre autorisant l'envoi massif de troupes au sol au Vietnam. L'état major prend en charge la gestion du « *problème sud-est asiatique* ». Avec le succès qu'on connaît. Dix ans plus tard, jour pour jour, le 7 avril 1975, le personnel états-unien est évacué de Phnom-Penh au Cambodge. La ville tombera peu après, signant la fin de l'engagement colonial franco-américain en Asie. Au total, les trente années de guerre dans la région auront causé la mort, directement ou indirectement, de 26 millions de personnes. ■



LE SORT DE L'IRAK ÉTAIT SCELLÉ LE 20 SEPTEMBRE 2001

Neuf jours après les attentats du 11 septembre, George W. Bush a demandé à Tony Blair son aide pour intervenir en Irak et l'a obtenue. Cette information, qui ouvre une nouvelle brèche dans la rhétorique du président états-unien et du Premier ministre britannique, vient d'être révélée par l'ancien ambassadeur de Sa Majesté à Washington, Sir Christophe Meyer, dans le magazine *Vanity Fair*. Il assistait en effet, le 20 septembre 2001, à un dîner réunissant les deux hommes. Lorsque Tony Blair demanda à George Bush si l'attaque de l'Irak ne le détournerait pas de l'Afghanistan, première cible de la « *guerre au terrorisme* », le président états-unien répondit : « *Je suis d'accord avec vous Tony. Nous devons nous en occuper d'abord. Mais quand nous nous serons occupés de l'Afghanistan, nous devrons revenir en Irak* ». ■

« Chiens de guerre »

# Qui volera le pétrole de Guinée Équatoriale ?

**Eldorado du pétrole, la Guinée Équatoriale a accru son PIB de 60% en un an pour le seul bénéficiaire du dictateur local qui accumule résidences et comptes bancaires aux États-Unis. Mais cette soudaine richesse aiguise bien des appétits. Alors que le président Obiang a confié sa sécurité à des mercenaires commandés par l'ancien chef d'état-major de l'US Army, son rival réfugié en Espagne, Severo Moto, a recruté d'autres mercenaires, soldats perdus de l'apartheid sud-africain cette fois, pour le renverser. Mais Severo Moto, qui avait déjà échoué en 1997, a été trahi. Ses « chiens de guerre », rémunérés via un intermédiaire libanais déjà impliqué dans les affaires d'Elf au Nigéria, ont été interceptés lors d'une escale au Zimbabwe.**



Comme le souligne un percutant rapport de Global Witness [1] paru en mars 2004, dans de nombreux pays d'Afrique, ce ne sont pas seulement les gisements pétroliers qui sont offshore, mais aussi les revenus qu'ils procurent. La transparence n'est pas de mise. Des mercenaires sont facilement recrutés pour renverser des régimes aussi bien au profit d'États, de particuliers que de multinationales. Le résultat est une situation chaotique, désespérante pour les populations locales. Quand Frederick Forsyth écrivit en 1974 dans un hôtel de Malabo, en Guinée Équatoriale, son roman *Chiens de guerre*, une histoire de mercenaires renversant un régime africain corrompu, il ne croyait probablement pas que sa fiction serait rattrapée par la réalité. En fait, ce qui se passe aujourd'hui est pire qu'il ne l'imaginait.

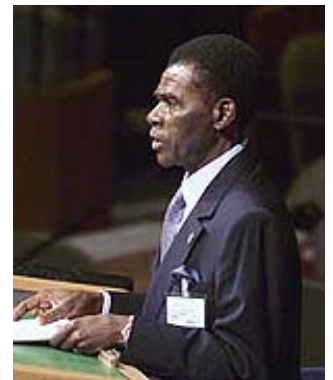


La Guinée Équatoriale est un petit pays d'Afrique qui compte seulement 510 000 habitants pour une surface de 28 000 km<sup>2</sup>. Elle comprend un bloc continental qui partage ses frontières au Nord avec le Cameroun, au Sud avec le Gabon, et l'île de Bioko au large où se trouve sa capitale Malabo. En dehors d'une pauvreté endémique, le pays n'aurait guère fait parler de lui si, en 1995, d'énormes gisements de pétrole offshore n'avaient été découverts dans ses eaux territoriales.

Appuyée par des investissements étrangers massifs, aujourd'hui estimés à 6 milliards de dollars, la production de brut s'est envolée pour atteindre 350 000 barils par jour, donnant au pays le taux de croissance le plus élevé au monde, soit une augmentation de 60 % du PIB en 2001.

L'afflux de pétrodollars n'a cependant pas suscité d'enrichissement de la population. La Banque mondiale estime que les revenus pétroliers s'élevaient à 3 millions de dollars en 1993, 210 millions en 2000 et près de 700 millions en 2003, sans impact sur les indicateurs sociaux désastreux. L'ONU précisait en 2000 que 5 % de la population contrôlait toujours 80 % des richesses, 65 % de la population totale vivant dans des conditions d'extrême pauvreté avec environ deux dollars par jour.

Ayant pris le pouvoir en 1979 après avoir exécuté son oncle, le sanguinaire Macias Nguema, Téodoro Obiang Ngema Mbasogo exerce un règne familial, teinté de corruption, de répression politique, de violences, de manipulations électorales et de trafic de drogues. Parler d'enrichissement personnel est ici un doux euphémisme : Obiang détient un compte à la banque Briggs de Washington qui, selon lui, sert à déposer les recettes pétrolières nationales mais dont il est le seul gestionnaire



Téodoro Obiang

autorisé. Il y aurait placé entre 300 et 500 millions de dollars [2]. Il a d'ailleurs classé les informations sur les revenus pétroliers « *secrets d'État* », ce qui est très pratique lorsqu'il s'agit d'acheter de luxueuses villas dans les environs de Washington pour plusieurs millions de dollars, ou de financer le train de vie de son fils Téodorin, playboy international et jet-seteur hip-hop. Obiang, qu'on dit atteint d'un cancer de la prostate depuis 1999, semble enclin, ces derniers

temps, à léguer le pouvoir à son rappeur de fils.

La Guinée Équatoriale est le troisième producteur de pétrole d'Afrique subsaharienne après le Nigeria et l'Angola. Il s'agit aussi du quatrième pays en termes d'investissements états-uniens en Afrique, ExxonMobil étant largement en tête des multinationales présentes. Plus de 3000 employés états-uniens du secteur pétrolier sont actifs sur place, vivant en quasi-autarcie dans des lotissements bien gardés. La représentation états-unienne, a été fermée par Bill Clinton, en 1995, après que son ambassadeur, John Bennett, eût été menacé de mort en représailles de remarques de son administration sur l'état des Droits de l'homme [3]. Elle a été discrètement rouverte en novembre 2001 par l'administration Bush qui en fait de la Guinée Équatoriale l'un de ses partenaires stratégiques de premier plan. Les États-Unis importent près de 20 % de leur pétrole depuis l'Afrique de l'Ouest (soit l'équivalent des importations en provenance d'Arabie Saoudite) ; ce flux devrait augmenter d'autant plus rapidement que Washington tente de réduire ses importations du Moyen-Orient et doit faire face à la baisse de l'offre mondiale. Pour la protection des installations pétrolières équato-guinéennes, l'entraînement de gardes-côtes locaux a été confié à la société Military Professional Resources Inc. (MPRI), dirigée par le général quatre étoiles Carl Vuono, ex-chef d'état-major de l'US Army. Malgré l'opposition de l'administration Clinton, la firme est également chargée depuis juillet 2000 d'un programme de « *renforcement de la sécurité nationale* ». Il comprend par exemple la répression de tout rassemblement de plus de dix personnes.



Carl Vuono

Lors de l'opération « Tempête du désert ». CIA) et vice-président de Freedom House (autre pseudopode de la CIA). Il

Après l'installation des oligarques au pouvoir aux États-Unis, les compagnies pétrolières états-uniennes avaient décidé de réhabiliter Obiang pour mener leurs affaires en toute sérénité. Pour cela elles firent appel aux services de Bruce McCollm, alors directeur de l'International Republican Institute (branche républicaine de la **Fondation nationale pour la démocratie NED/** **CIA**) et vice-président de Freedom

House (autre pseudopode de la CIA). Il fit circuler une biographie élogieuse du tyran, vantant ses efforts en vue de « *régler les problèmes de Droits de l'homme et des travailleurs* » et n'hésitant pas à le qualifier de « *premier président démocratiquement élu* » du pays (sic). En février 2002, un banquet est organisé au Navy-Army Club de Washington par le Corporate Council on Africa en l'honneur d'Obiang qui est alors en visite avec des proches. Magnats du pétrole et personnalités du département d'État se disputent la meilleure place et font l'éloge du futur « *Koweït africain* ».

Ces projets, qui créent bien des tensions entre son fils et d'autres membres de la famille liés aux services de sécurité, ont été sérieusement menacés quand, le 7 mars 2004, 64 mercenaires, principalement angolais, sud-africains et namibiens ont été arrêtés au Zimbabwe (ex-Rhodésie). Ils faisaient escale en avion, en provenance d'Afrique du Sud, et selon Harare devaient embarquer des armes avant de mettre le cap sur la Guinée équatoriale. À leur tête, Simon





Simon Mann (au centre)

Mann, ancien officier des SAS qui avait rencontré quelques jours auparavant le Colonel Tshinga Dube, directeur de l'industrie de défense zimbabwéenne, afin de finaliser un accord de vente d'armes pour la somme de 180 000 dollars [4]. Après avoir quitté les SAS en 1985, Simon Mann avait co-fondé la société de

mercenariat Executive Outcomes qui avait pignon sur rue en Afrique du Sud et à Londres. Cette société, aujourd'hui dissoute, s'est illustrée dans les années 90 en assistant le gouvernement angolais dans sa lutte contre les rebelles de l'Unita et a par ailleurs recruté un grand nombre d'anciens mercenaires du Bataillon 32 des Forces spéciales sud-africaines, responsables de la mort de militants anti-apartheid.

Parallèlement, 15 autres mercenaires présumés étaient interpellés à Malabo, soupçonnés d'être le groupe de reconnaissance chargé d'organiser la tentative de coup d'État pour renverser Obiang. L'un d'entre eux, Nick du Toit, admettait plus tard à la télévision avoir préparé ce coup d'État pour le compte du **gouvernement en exil** de Severo Moto Nsa, réfugié en Espagne depuis une autre tentative de prise de pouvoir avortée en 1997. Ces putschistes leur auraient promis la somme de 1,8 millions de dollars ainsi que des parts dans l'exploitation des gisements équato-guinéens. Mais de tels aveux n'ont qu'une valeur indicative dans la mesure où ils peuvent avoir été extorqués sous la torture, dont le régime d'Obiang est familier [5].

Quoi qu'il en soit, le Boeing 727 arraisonné à Harare a été vendu par la firme US Dodson Aviation à Logo Logistics, société de sécurité britannique basée aux Iles Vierges. L'un de ses dirigeants, Charles Burrows, confirme son implication dans l'opération, tout en assurant que le vol devait acheminer des hommes et du matériel vers des mines situées au Burundi et en République démocratique du Congo. Néanmoins, notre confrère *Africa Confidential* s'est procuré des copies d'un « accord d'investissement » passé entre Logo Logistics et Asian Trade and Investment Group SAL, société basée au Liban qui selon des sources de l'armée sud-africaine a financé l'opération. Le ministre de l'information équato-guinéen a pour sa part accusé le businessman libanais Ely Calil d'être impliqué. Ce que dément ce dernier tout en admettant avoir soutenu le gouvernement en exil de Severo Moto Nsa, avec qui il entretient des liens amicaux. Calil, qui fit fortune dans le commerce du pétrole nigérian, avait par ailleurs été inquiété en France, puis relaxé en appel, dans le cadre de l'affaire Elf pour des commissions versées via des filiales d'Elf au dirigeant nigérian Sani Abacha. Néanmoins les commissions font toujours l'objet d'investigations.

Le sort de la Guinée Équatoriale semble donc aux mains de bandes rivales. Mais, au vu des enjeux pétroliers, il est peu probable qu'elles ne soient pas, chacune, contrôlées par de grandes puissances.

**Arthur Lepic**

---

[1] *Time for Transparency : coming clean on oil, mining and gas revenues.*

[2] *Los Angeles Times*, 21 janvier 2003

[3] « *U.S. Oil Politics in the 'Kuwait of Africa'* », *The Nation*, 4 avril 2002

[4] « *Soldiers of Misfortune* », *Sunday Herald*, 14 mars 2004

[5] « *Guinée équatoriale : De supposés mercenaires et des militants de l'opposition en grand danger d'être torturés et mis à mort* », *Amnesty International*, 19 mars 2004

---

## Voltaire

*Voltaire* est le magazine quotidien d'analyses internationales de l'association « Réseau Voltaire pour la liberté d'expression » qui en détermine la ligne éditoriale. *Voltaire* est publié par les Éditions

Thomas Paine, 8, rue Auguste-Blanqui, 93200 Saint-Denis, France (SARL de presse 448 286 203 RCS Bobigny).

**Directeur de la publication** : Thierry Meyssan.

ISSN 1762-5157. CMPP en cours. *Voltaire* est publié 200 fois par an et distribué à ses abonnés par courrier électronique au format PDF.

**Prix au numéro** (AlloPass) : Allemagne 1,85 €, Belgique 1,12 € ; Canada 3 \$ ; Espagne 1,09 € ; France 0,56 € ; Hong-Kong 1 \$ ; Luxembourg 2,23 € ; Nouvelle-Zélande 2,99 \$ ; Pays-Bas, 1,15 € ; Royaume-Uni 1,5 £ ; Suisse 2,5 FS.

**Abonnements**

trimestriel : particuliers 20 €, institutions et sociétés 50 €.

annuel : particuliers 72 €, institutions et sociétés 180 €.

Paiement électronique sécurisé : [www.reseauvoltaire.net/abonnement.php](http://www.reseauvoltaire.net/abonnement.php) .

---

# Remise en cause de la vassalité britannique

## Analyse

Dan Plesch du très sérieux Royal United Services Institute for Defense Studies demande dans le *Guardian* que le Royaume-Uni ne renouvelle pas son accord nucléaire avec les États-Unis. Il révèle, qu'aux termes de cet accord, la couronne britannique a pu développer le programme Trident et effectuer des essais dans le Nevada, mais qu'en contrepartie, elle a perdu sa souveraineté. En effet, cet accord autorise la CIA à s'ingérer dans la défense britannique et transforme le Royaume en un vassal de Washington. Une telle prise de position provenant d'un expert de cette qualité est un événement qui manifeste la puissance de la remise en cause de la « relations privilégiée » dont Margaret Thatcher et Tony Blair ont été les farouches défenseurs.

L'ancien président Bill Clinton revient sur le génocide rwandais dans le *Washington Post*. Constatant qu'on ne peut malheureusement pas revenir en arrière et refaire l'histoire, il regrette de ne pouvoir réparer ce drame. A *contrario*, il y voit une incitation de plus à ne pas rester passif devant d'autres drames en préparation, notamment le drame sanitaire du sida.

L'ambassadeur David J. Scheffer bat sa coulpe dans le *Los Angeles Times*. Il regrette sa passivité lors du génocide rwandais et appelle à la mise en place d'un mécanisme permanent d'intervention d'urgence. Celui-ci ne peut, selon lui, exister qu'au sein de l'ONU.

Michael E. O'Hanlon et Susan E. Rice, de la Brookings Institution, arrivent aux mêmes conclusions dans le même quotidien. Cependant, ils relèvent que, régionalement, l'Union africaine est en train de se doter de la force nécessaire avec l'aide financière de l'Union européenne. Aussi préconisent-ils un soutien des États-Unis à cette initiative.

Sunsan Rice toujours, mais avec Michael A. Levi cette fois, tente de dresser la

liste des États susceptibles d'avoir profité de la filière pakistanaise pour acquérir des techniques nucléaires. Dans l'*International Herald Tribune*, elle pose quatre critères pour déterminer les suspects. On sera surpris de noter que l'un d'entre eux est le caractère musulman de l'État proliférateur, bien que ces auteurs admettent que la Corée du Nord ne soit pas vraiment islamique.

Nigel Purvis, ancien conseiller de l'administration Clinton, relève dans l'*International Herald Tribune* que John Kerry ne signera pas le Protocole de Kyoto s'il est élu. Le paradoxe, c'est qu'aujourd'hui, au-delà du mouvement vert de Ralph Nader, l'écologie n'est pas défendue par les démocrates, mais par une faction particulièrement dure du Parti républicain. Seul le très militariste John McCain s'inquiète au Congrès de la destruction des grands espaces américains.

Alain Déletroz, cadre humanitaire ayant vécu en Ouzbékistan, s'interroge dans *Le Monde* sur le changement de stratégie des terroristes depuis les attentats de Tachkent. Cette fois, Al Qaïda n'a pas attaqué de symbole des États-Unis, mais le pouvoir d'un despote. Si les grandes puissances continuent à soutenir la dictature d'Islam Karimov, alors c'est en Al Qaïda que le peuple placera ses espoirs, conclut-il. Certes, mais confondre des femmes qui donnent leurs vies pour venger celles de leurs maris avec Al Qaïda, sous prétexte qu'elles sont musulmanes, et assimiler des attentats aveugles contre une population avec des opérations de résistance à l'oppression, sous prétexte qu'elles utilisent des techniques similaires, est un peu léger.

Dans le même quotidien atlantiste, trois intellectuels français, Pascal Bruckner, Iannis Iannanakis et Michèle Tribalat, vont plus loin encore dans l'amalgame. Ils dénoncent l'attitude des gouvernements européens qui se sont offusqués de l'assassinat de cheik Yassine. Pour ces auteurs, cette exécution extra-judiciaire est justifiée par le caractère de la cible. Ils s'étonnent également de l'absence de compassion envers les victimes israéliennes et « américaines » qui, selon eux, illustrerait l'aspect sélectif et discriminatoire de la posture européenne. Ce faisant, ils mettent sur le même plan des crimes individuels et des crimes d'État et feignent de croire que la condamnation d'un assassinat voté en Conseil des ministres est affaire de compassion.

L'ancien président de la Chambre des représentants, Newt Gingrich, reprend à son compte avec force détails les allégations selon lesquelles Saddam Hussein aurait soudoyé 270 personnalités influentes. Peu importe que cette affaire ait été montée de toutes pièces, elle fournit aux lecteurs du *Washington Times* une explication agréable à l'opposition de la France et de la Russie à l'invasion de l'Irak.

**Réseau Voltaire**



## Dan Plesch



Dan Plesch est chercheur au Royal United Services Institute for Defence Studies et auteur de *The Beauty Queens' Guide to World Peace*.

### « Cette relation ne fonctionne pas »

Source : The Guardian

Référence : « This relationship isn't working », par Dan Plesch, *The Guardian*, 6 avril 2004.

Quelle qu'ait été la valeur des liens militaires entre le Royaume-Uni et les États-Unis par le passé, aujourd'hui, cette alliance entraîne la Grande Bretagne dans des opérations contraires à ses intérêts tout en donnant aux Américains l'illusion qu'ils parlent au nom de la communauté internationale. Cette année s'ouvre une occasion unique d'examiner cette relation car le Parlement britannique et le Congrès états-unien doivent examiner le traité liant leurs programmes nucléaires.

Ce traité, datant de 1958, dicte les conditions du commerce des armes de destruction massive des deux pays. C'est un sujet sensible, mais les négociations restent secrètes, sans observation des populations et le traité va probablement être adopté à la fin de l'année sans que personne ne le note. Sans cet accord, le Royaume-Uni n'aurait pas le système Trident pour son armement nucléaire et n'aurait pas pu réaliser ses tests nucléaires au Nevada. Les têtes nucléaires Trident sont construites sous contrôle des États-Unis. On ne connaît pas les termes du nouvel accord. Il consistera sans doute une évolution du système Trident fourni par les États-Unis en échange d'un soutien britannique sur la conception des armes de destruction massive états-uniennes et les politiques militaires de Washington, dont le programme « Star Wars ».

Cet accord entretient l'illusion des Britanniques d'être une puissance nucléaire autonome alors qu'il est un obstacle à toute discussion sur la politique étrangère britannique depuis 50 ans. Sur cette base, la CIA siège régulièrement dans les réunions des services de renseignement britanniques, empêchant toute indépendance de l'État. Le programme est ignoré par la plupart des analystes états-uniens qui croient donc que les États-Unis ont un allié sincère dans leurs aventures. Si le programme était débattu aux États-Unis d'ailleurs, on peut douter que la majorité morale accepterait que le pays donne sa technologie nucléaire à un État disposant déjà d'armes, accordant le droit à l'avortement et des droits aux homosexuels.

Cet accord devait défendre le démocratie, le gouvernement devrait discuter de ce qu'il implique.

## Bill Clinton



Bill Clinton est ancien président états-unien (1993-2001).

### « Apprendre du Rwanda »

Source : Washington Post

Référence : « Learn From Rwanda », par Bill Clinton, *Washington Post*, 6 avril 2004.

Ce mois marque le dixième anniversaire du déclenchement du génocide rwandais, un génocide dont la communauté internationale et les nations africaines partagent la responsabilité. Il continue de nous hanter, nous et les Rwandais, mais, tout en nous souvenant des victimes, nous devons nous concentrer sur les progrès qui ont été faits, et ceux qui restent à faire au Rwanda.

Aujourd'hui, le Rwanda n'est pas sorti des difficultés, mais a soutenu une politique de réconciliation. Son objectif est que toute la population se sente rwandaise et ne songe plus aux distinctions ethniques. De notre côté, nous ne pouvons pas réparer nos erreurs de l'époque, mais nous pouvons travailler à aider le Rwanda à faire face à son nouveau défi : le sida.

Il s'agit d'une des priorités du gouvernement rwandais qui fait beaucoup d'efforts dans ce domaine avec l'aide de ma fondation, de la **Banque mondiale**, du Fonds global contre le sida, la tuberculose et la malaria et le gouvernement états-unien. Le monde doit tirer les enseignements des erreurs de 1994 et être capable de fournir une réponse rapide au type de crise qu'a connue le Rwanda et doit aider ce pays à lutter contre la maladie.

## David J. Scheffer



David J. Scheffer est vice-président de l'U.N. Association of the USA et ancien ambassadeur spécial sur la question des crimes de guerre (1997-2001).

### « Une inaction honteuse face au génocide »

Source : Los Angeles Times

Référence : « Shameful Inaction in Face of Genocide », par David Scheffer, *Los Angeles Times*, 5 avril 2004.

Il y a dix ans, commençait le génocide au Rwanda qui, en 100 jours, entraîna la mort de plus de 800 000 personnes, majoritairement Tutsis. Ces meurtres furent dirigés par le gouvernement rwandais avec le soutien des responsables militaires et des médias et exécutés à la machette par des milliers de Hutus. Pour ceux qui, comme moi, occupaient des responsabilités à cette époque (j'étais conseiller de l'ambassadeur des États-Unis à l'ONU), le souvenir de notre timidité et de notre inaction face à l'horreur ne s'éteindra jamais. Nous avons répondu de façon conventionnelle à une crise qui ne l'était pas, estimant qu'il s'agissait d'une guerre civile et tentant de faire respecter les accords de paix d'Arusha alors que le nombre de morts augmentait. Notre

inaction face aux massacres au Burundi l'année précédente a encouragé les génocidaires Hutu mais, à ma grande honte, j'avais affirmé en 1993 à des responsables du Congrès que cette absence de réaction, peu après la crise en Somalie, démontrait que désormais nous avons une attitude raisonnée des missions de maintien de la paix et que nous n'allions plus nous jeter immédiatement sur toutes les catastrophes humanitaires. Nous sommes également restés inactifs devant les prémices du massacre et les assassinats politiques.

Une fois la catastrophe enclenchée, nous avons tenté en vain de persuader les dirigeants politiques d'appliquer les accords de paix. Aujourd'hui, nous savons que ce type de calamité nécessite une réaction immédiate. Pour cela, il faut que les États-Unis, dans l'intérêt global, renforcent l'ONU. Nous avons mis trop de temps à envoyer des troupes, à accepter les informations transmises par des ONG et à accepter de parler de génocide. Il faut nous donner les moyens légaux d'identifier les génocides et de réagir efficacement.

## Michael E. O'Hanlon, Susan E. Rice



Michael E. O'Hanlon est membre de la Brookings Institution.



Susan E. Rice est chercheuse à la Brookings Institution. Elle a été membre du National Security Council (1993-1997) et assistante secrétaire d'État aux affaires africaines dans l'administration Clinton (1997-2001).

### « Pour éviter les calamités, renforcez les forces d'interventions africaines »

Source : Los Angeles Times

Référence : « To Avoid Calamities, Boost African Intervention Force », par Michael O'Hanlon et Susan E. Rice, *Los Angeles Times*, 5 avril 2004.

Dix ans après le génocide au Rwanda qui avait tué 800 000 personnes, le monde n'est pas plus préparé à faire face à ce type de tragédie qu'à l'époque. Les États-Unis, le Royaume-Uni et la France sont les seuls qui ont une capacité de réaction nécessaire mais, comme en 1994, ils n'ont pas la volonté où les forces disponibles pour intervenir. Il est donc nécessaire de disposer de forces supplémentaires en Afrique pour répondre aux crises du continent.

En 1996, l'administration Clinton a lancé l'African Crisis Response Initiative, dont l'objectif était d'entraîner dix bataillons de soldats africains, et un programme visant à préparer les troupes d'Afrique occidentales à servir en Sierra Leone. Ces programmes ont été trop modestes. Heureusement, une nouvelle initiative a été développée, mais les États-Unis en restent à l'écart. En effet, durant le sommet de l'Union africaine, l'Union européenne a promis de donner 300 millions de dollars pour la création, l'entraînement et l'équipement de cinq brigades africaines régionales multinationales qui devront être capables d'assurer des missions de maintien de la paix simples en 2005 et complexes en 2010.

Le crédit de cette initiative revient principalement aux nations africaines qui ont retenu les leçons de 1994. Cette approche est la bonne et si les troupes sont insuffisantes à long terme, elles permettront une réponse rapide avant de bénéficier d'une autre assistance. Les États-Unis doivent participer à cette politique et faire passer le financement des programmes de **Bill Clinton** de 15 à 100 millions de dollars par an, c'est moins que ce qui est dépensé chaque jour en Irak.

## Michael A. Levi, Susan E. Rice

Michael A. Levi est directeur du Strategic Security Project de la Federation of American Scientists. Il est également membre de la Brookings Institution.



Susan E. Rice est chercheuse à la Brookings Institution. Elle a été membre du National Security Council (1993-1997) et assistante secrétaire d'État aux affaires africaines dans l'administration Clinton (1997-2001).

### « Ne négligez pas les suspects inhabituels »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Don't overlook the unusual suspects », par Michael A. Levi et Susan E. Rice, *International Herald Tribune*, 6 avril 2004.

Récemment, un nouveau front potentiel dans la lutte contre la prolifération nucléaire a soudainement émergé quand le ministre de la Défense du Nigeria a affirmé que le Pakistan aidait son pays à développer ses capacités militaires et à acquérir une « puissance nucléaire ». Sitôt publié, ce texte a été présenté comme une erreur typographique, à la fois par le Pakistan et par le Nigeria. Comment peut-on taper par erreur « puissance nucléaire » ?

Cette affaire doit rappeler aux experts états-uniens et à l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) que ce n'est pas parce qu'on a découvert que l'Iran, la Libye et la Corée du Nord ont bénéficié des services du Dr. Khan que ce sont les seuls pays dans ce cas. En fait de nombreux États peuvent en avoir profité et il faudrait être attentif concernant les pays remplissant certains critères. Le pays doit être :

- ▶ Riche en ressources naturelles : pour pouvoir payer les services pakistanais.
- ▶ Non démocratique : car il est plus facile, du fait du manque de transparence, de détourner des ressources pour acquérir ces services.
- ▶ Menacé : le pays menacé intérieurement ou extérieurement aura une plus forte volonté de posséder des moyens de dissuasion.
- ▶ Musulman : même si cela n'influe pas sur la volonté du pays d'acquérir une arme nucléaire, le Dr. Khan a semblé être plus favorable à l'idée de monnayer ses services avec des pays musulmans. La Corée du Nord démontre cependant que l'islam n'était pas le facteur déterminant.

Il y a 15 pays répondant à ces critères dans le monde, sept de plus si on enlève la religion, et le Nigeria est de ceux-là.

## Nigel Purvis



Nigel Purvis a été assistant vice-secrétaire d'État aux océans, à l'environnement et aux sciences sous Bill Clinton et George W. Bush. Il est chercheur à la Brookings Institution.

### « L'Europe et le Japon ont mal compris Kerry sur Kyoto »

Source : International Herald Tribune

Référence : « Europe and Japan misread Kerry on Kyoto », par Nigel Purvis, *International Herald Tribune*, 5 avril 2004.

**John Kerry** sera peut-être la réponse aux prières européennes et japonaises concernant le réchauffement global, mais contrairement aux attentes internationales, le président Kerry ne devrait pas ratifier le protocole de Kyoto. Certes Kerry a le bilan le plus vert de tout le Sénat états-unien, il a présenté le refus de signer le protocole de Kyoto de **George W. Bush** comme une nouvelle preuve de son unilatéralisme et il s'est engagé à reprendre les négociations internationales sur cette question, mais rien de cela ne signifie que Kyoto sera ratifié par les États-Unis s'il était élu.

Il faut tout d'abord noter que, vu leur niveau d'émission de gaz à effet de serre, les États-Unis ne pourraient pas atteindre les niveaux requis en 2012 prévus par Kyoto. En outre, le Sénat n'accepterait jamais ce traité en l'État et la majorité des deux tiers requise pour la ratification d'un traité est inatteignable. On notera qu'un projet allant beaucoup moins loin que Kyoto, présenté par **Joseph Lieberman** et **John McCain**, visant à réduire les émissions de gaz n'a pas réuni de majorité. En outre, la Chambre des représentants serait encore plus difficile à convaincre pour faire passer les lois permettant l'application de ce traité. Kerry lui-même a affirmé qu'il présenterait au Congrès des « alternatives à Kyoto » permettant de dégager un consensus national sur la question. Dans ces conditions, l'Europe et le Japon doivent continuer à diminuer leurs propres émissions de gaz, convaincre la Russie d'adhérer au protocole pour le rendre effectif et adopter une politique incitative pour le marché afin de convaincre les entreprises états-uniennes du bien-fondé de cette politique. Il faut qu'ils fassent pression sur les États-Unis pour que ce pays adopte des lois limitant l'usage de gaz à effet de serre (les lois intérieures sont mieux acceptées par le Congrès) et qu'il investisse dans le financement des énergies propres.

## Alain Délétoz

Alain Délétoz est vice-président de l'International Crisis Group et a dirigé l'institut pour une société ouverte de George Soros en Ouzbékistan.

### « À Tachkent, un changement de stratégie du terrorisme ? »

Source : Le Monde

Référence : « A Tachkent, un changement de stratégie du terrorisme ? », par Alain Délétoz, *Le Monde*, 6 avril 2004.

Dix-neuf jours après les attentats de Madrid, les attaques suicides en **Ouzbékistan** semblent ramener au premier plan les dangers qu'encourent les alliés de l'administration Bush dans la « guerre au terrorisme ». Si l'usage de femmes kamikazes se faisant exploser amène immédiatement à voir un lien entre la nébuleuse Al Qaïda et les groupes actifs à Tashkent, l'approche stratégique semble être tout autre en Asie centrale.

En effet, les attentats ne visaient pas les populations civiles sous des symboles de l'Occident, mais le symbole le plus haï du régime de fer d'Islam Karimov : la police, l'une des plus corrompue et répressive d'ex-URSS. On assiste donc peut-être à un changement de stratégie des terroristes islamistes qui veulent mener des attaques de type guérilla visant à pousser la population à renverser des régimes répressifs. Si c'était le cas, il serait alors temps pour l'administration Bush de modérer son soutien aux tyrans d'Asie dont la politique crée un terreau favorable aux extrémistes.

Le président ouzbek a créé une situation dans laquelle aucune opposition démocratique ne peut s'épanouir et qui favorise les mouvements habitués à la clandestinité. La situation des Droits de l'homme dans le pays est la plus mauvaise de toute l'ex-URSS. L'économie n'est pas réformée. Elle continue à être dans les mains du gouvernement qui oblige la jeunesse à travailler deux mois non rémunérés dans l'année à son profit dans les champs de coton. Les attentats de Madrid ont démontré la grande capacité d'analyse des terroristes sur les développements politiques éventuels de leurs actions. En Ouzbékistan, ils veulent prendre le contrôle de millions de jeunes désœuvrés. Il faut se méfier du succès dans la jeunesse de l'Isb ut Tahir, groupe officiellement pacifiste mais souhaitant l'instauration d'un califat, ce qui prépare le terrain au Mouvement islamique d'Ouzbékistan, groupe qui lui est violent. Pour éviter cela, l'Union européenne, la Russie et, surtout, les États-Unis ne doivent plus soutenir Islam Karimov sous peine d'accroître l'animosité contre les démocraties.



Pascal Bruckner, Iannis Iannanakis, Michèle Tribalat



Engagé en faveur de la participation française dans la guerre en Irak, Pascal Bruckner est écrivain et philosophe. Il est membre du comité de soutien français au Mouvement des étudiants pour la démocratie en Iran

Iannis Iannanakis est politologue.

Michèle Tribalat est démographe spécialisée sur les questions d'immigration à l'Institut national des études démographiques. Elle est membre du comité de soutien français au Mouvement des étudiants pour la démocratie en Iran.

## « Le cheikh Yassine, faux martyr, vrai coupable »

Source : Le Monde

Référence : « Le cheikh Yassine, faux martyr, vrai coupable », par Pascal Bruckner, Iannis Iannanakis et Michèle Tribalat, *Le Monde*, 5 avril 2004.

Tandis que notre président se tenait aux côtés des victimes des attentats de Madrid, comment comprendre que, le lendemain, son représentant allait voter le projet de résolution condamnant l'assassinat du cheikh Yassine par Israël ? On aurait pu croire après Madrid que l'Europe allait saisir l'ampleur de la guerre terroriste déclarée le 11 septembre 2001.

Mais cet événement a malheureusement renforcé nos diplomates dans la conviction que l'acte terroriste mené contre un des piliers de la coalition américaine était la sanction inévitable d'une guerre injuste. Par ce raisonnement, l'Europe commet une double erreur : elle ne voit pas que les attentats visaient toutes les démocraties et, comme **George W. Bush**, elle associe Irak et terrorisme. À nouveau, l'Europe présente la victime comme responsable de ce qui lui arrive. C'est ce qu'elle reproduit avec Israël, condamnant la mort d'un homme qui, instrumentalisant une cause nationaliste légitime, appelait ses enfants au suicide pour en tuer d'autres.

**Jack Straw** a qualifié cet assassinat « d'inacceptable et injustifié » et **Miguel Angel Moratinos** a déclaré qu'à ce rythme là « il n'y aura plus d'interlocuteurs palestiniens ». Pourtant, le mouvement de Yassine, le **Hamas**, déclare dans sa charte qu'il souhaite « la destruction totale de l'entité sioniste », l'Europe veut-elle un État palestinien démocratique ou une république islamique du Jourdain à la Méditerranée ? Il est frappant et inquiétant de voir qu'en Europe la compassion victimaire associe victimes et assassins, mais exclu les victimes israéliennes, la soldatesque américaine et les « collaborateurs » irakiens. L'Europe, convaincue d'être coupable, tend l'autre joue plutôt que de se défendre en ne voyant pas que c'est la démocratie qui est visée. Les populations doivent s'unir pour faire comprendre à leurs dirigeants qu'il faut éviter le pire : l'effondrement de notre modèle.

## Newt Gingrich



Newt Gingrich (Le 8 de cœur du régime Bush) est ancien président de la Chambre des représentants. Il est actuel membre du Defense Policy Board, le conseil consultatif auprès du secrétaire à la Défense, Donald Rumsfeld, et membre de l'American Enterprise Institute.

### « Perpétuer la répression »

Source : Washington Times

Référence : « Perpetuating repression », par Newt Gingrich, *Washington Times*, 5 avril 2004.

Le programme pétrole contre nourriture des Nations Unies était supposé fournir à la population irakienne de la nourriture et des médicaments alors que Saddam Hussein restait sous le coup de sanctions économiques. Aujourd'hui, on dispose des preuves que Saddam Hussein a maintenu son régime brutal grâce à l'argent qu'il a détourné de ce programme. Ce serait dix milliards de dollars qui auraient été détournés, apparemment sans que les responsables de l'ONU ne s'en rendent compte.

Cela lui a permis de corrompre 270 personnalités influentes dans le monde en leur donnant du pétrole à bas prix, leur permettant de faire de gros bénéfices à la revente. Il pourrait s'agir du plus gros scandale financier de l'histoire et pendant que ces échanges avaient lieu, les infrastructures irakiennes, privées de moyens, s'effondraient et les enfants mourraient faute de soins. La Russie a été la première bénéficiaire de ce détournement, comptabilisant à elle seule 2,5 milliards de barils de pétrole, dont 1,4 pour le seul État. Les Français sont les seconds, avec 165 millions de barils, dont 36 pour le seul Patrick Maugein, PDG de SOCO International et soutien financier et politique de Jacques Chirac, et 12 millions pour Charles Pasqua, ancien ministre de l'Intérieur. Le directeur du programme pétrole contre nourriture, Benon V. Sevan, a lui bénéficié de 11,5 million de barils.

Il est difficile de ne pas conclure que l'opposition à la guerre était largement liée à ces financements. L'ONU a échoué et même si Kofi Annan a demandé une enquête extérieure sur cette question, rien ne dit qu'elle ira loin. Les Irakiens méritent la vérité.

### RENDEZ-VOUS SUR LE FORUM DES ABONNÉS

- ★ Pour discuter de ce sujet avec les lecteurs et la rédaction de *Voltaire*.
- ★ Pour apporter des informations complémentaires sur le thème abordé dans cet article.
- ★ Pour ouvrir une discussion sur un aspect particulier de l'actualité internationale.

Discussions sur les enjeux internationaux  
[www.reseauvoltaire.net/forum.html](http://www.reseauvoltaire.net/forum.html)